

Tout le monde se portera mieux si nos banques sont fortes

[Les Echos n° 21158 du 03 Avril 2012 • page 15](#)

Après avoir remarquablement réagi à chaud pour enrayer les risques systémiques de l'automne 2008, sous l'impulsion du G20 et par l'action résolue des banques centrales, les pouvoirs publics s'emploient depuis à prévenir une récurrence. Ce sont les orientations du G20 sur l'encadrement des rémunérations; les nouvelles règles en « V » : Volcker aux Etats-Unis, qui vise à interdire les activités pour compte propre, Vickers au Royaume-Uni, qui recommande des sas entre banque d'investissement et dépôts des particuliers; les nouvelles règles prudentielles de Bâle, du Comité de stabilité financière et de la toute récente Autorité bancaire européenne. On se souvient aussi, à l'été dernier, de l'appel du FMI à une recapitalisation massive des banques européennes face à la crise des signatures souveraines en zone euro.

Les paradoxes de cette nouvelle donne sont fascinants. Les excès de la titrisation sont à l'origine de la crise financière; il est dès lors troublant qu'en exigeant un triplement de leurs fonds propres, le régulateur pousse les banques à entamer une cure de minceur accélérée... en accroissant leur recours à la titrisation. Paradoxal également le fait que le régulateur fasse porter l'essentiel de ses nouvelles mesures sur la solvabilité, alors qu'on sait depuis longtemps que les banques meurent surtout de crises de liquidité. On se souvient que Lehman Brothers ou Northern Rock avaient, lors de leur faillite, des ratios de solvabilité solides. Surprenant aussi que l'on incite les banques, pour qu'elles restent liquides, à placer une partie importante des dépôts de leurs clients en titres d'Etat, dits « emprunts sans risque ». Contre-intuitif enfin que, en dépit d'une coordination mondiale croissante, on assiste à la montée d'attitudes protectionnistes tendant à cantonner dans chaque pays la liquidité issue de l'épargne domestique : la fermeture brutale de l'accès au dollar pour les banques européennes l'été dernier en est une illustration parmi d'autres.

Que dire au bout du compte de nos banques françaises, dans cette révolution copernicienne de la finance réglementée ? Reconnaître d'abord qu'elles ont somme toute bien traversé la crise : les banques françaises n'ont rien coûté au contribuable après Lehman Brothers et la plupart sont redevenues profitables dès 2009. Dans le même temps, ce sont plusieurs centaines d'établissements qui ont fait faillite aux Etats-Unis, après que la plupart ont dû être secourus par la Fed en octobre 2008. Admettre aussi que nos banques ont continué de financer activement nos entreprises, en France comme à l'international. Rappeler enfin qu'un de nos grands groupes bancaires français passait jusqu'au printemps dernier pour l'une des plus belles réussites européennes, avant que de perdre brutalement son accès au dollar et d'être violemment attaqué par les marchés au coeur de l'été, sans avoir jamais cessé pourtant de dégager des résultats positifs.

Rien n'oblige à croire à un complot anglo-saxon à l'encontre de la zone euro et de ses banques. On doit pour autant se méfier des confusions : la meilleure concertation mondiale depuis la crise, dont il faut bien sûr se réjouir, ne marque en aucun cas la trêve de la compétition économique. Or il est indéniable que les évolutions actuelles font des grands établissements américains les gagnants de l'après-crise et affaiblissent considérablement les banques françaises, championnes de la banque universelle. Plus grave encore, le financement de l'économie reposant sensiblement moins sur le crédit bancaire aux Etats-Unis qu'en Europe, le

nouveau référentiel qui se dessine pour l'industrie bancaire mondiale aura des impacts plus profonds chez nous qu'outre-Atlantique.

Nos grandes banques françaises ne sont pas parfaites : certaines ont pu céder à des degrés divers aux sirènes de la finance à l'anglo-saxonne, à une perte de lucidité sur l'analyse de leurs risques, à la facilité des rémunérations excessives et à la quête d'une rentabilité utopiques. Elles ont aussi, sans doute, échoué dans leur communication publique, vers leurs clients, vers les marchés et vers le politique. Elles ont pourtant traversé l'épreuve du feu et fait la preuve de leur solidité, dans la crise et depuis. On devrait avoir plus de raisons d'en être fier que d'en avoir honte.

Que ce soit pour le financement de nos PME et ETI ou pour l'accompagnement à l'international de nos grands groupes mondiaux, on ne saurait sous-estimer les enjeux qui s'attachent, pour notre pays, à ce que nos banques soient fortes. Soyons certes soucieux de contribuer à une meilleure gouvernance de la finance mondiale, plus au service de l'économie réelle. Ne soyons pas pour autant candides et défendons nos champions nationaux, comme en fait ils le méritent et comme nos propres intérêts l'exigent.

Pascal Poupelle est président de Royal Bank of Scotland France